



Cahiers d'études africaines

182 | 2006
Varia

Perret, Thierry. – *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*

Paris, Karthala (« Tropiques »), 2005, 318 p.

Renaud de La Brosse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/6006>

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 28 juin 2006

Pagination : 482-483

ISBN : 978-2-7132-2090-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Renaud de La Brosse, « Perret, Thierry. – *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 182 | 2006, mis en ligne le 05 juillet 2006, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/6006>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

Perret, Thierry. – *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*

Paris, Karthala (« Tropiques »), 2005, 318 p.

Renaud de La Brosse

- 1 La lecture de l'ouvrage de Thierry Perret a ceci d'enthousiasmant qu'il bat en brèche certaines idées reçues ou certaines certitudes à propos du métier et de la fonction des journalistes dans le contexte africain. Le lecteur se trouve ainsi plongé dans le quotidien du producteur d'information ou plutôt d'opinion, puisque c'est là une caractéristique essentielle de cette presse. Des journaux et des journalistes inextricablement liés, à leur corps défendant ou sciemment, au politique et à la politique. « La presse a toujours eu avec la politique des relations non pas ambiguës, mais parfaitement claires ! » constate en effet avec une pointe d'humour l'auteur, pour lequel tous les excès et dérives imputables à cette jeune presse, (ré)apparue partout ou presque au tournant des années 1990, s'expliqueraient dans une très large mesure parce qu'elle est avant tout une presse de combat, « qui doit toujours négocier les conditions de son existence ». Et c'est là sa seconde caractéristique. Elle est économiquement fragile, pour ne pas dire non viable dans la plupart des cas – ce qui la rend financièrement dépendante d'expédients divers et pousse parfois aussi certaines rédactions à fouler au pied une déontologie professionnelle pourtant bien souvent revendiquée, en se vendant au plus offrant, littéralement en monnayant ses services. Encore ne faudrait-il pas trop grossir le trait car, s'il arrive qu'un journal accepte de l'argent, celui-ci ne se sent pas pour autant tenu à une relation de connivence : « On fraude parfois, mais c'est pour mieux faire son travail par la suite, une fois résolue une difficulté passagère [...]. » Tout est donc aussi affaire de contexte socio-économique, et la presse a-t-elle toujours le choix ? Un lectorat souvent réduit aux citadins de la capitale, un prix exorbitant qui met un journal hors de portée du citoyen lambda et un manque cruel de professionnalisme et de rigueur (bon nombre d'animateurs de cette presse ne sont-ils pas des journalistes autoproclamés ?) sont autant d'éléments *a priori* incompatibles avec une information et une presse de qualité.

- 2 Faut-il pour autant appréhender cette presse et ces pratiques à l'aune du journalisme occidental ? La question est posée avec mérite par T. Perret, qui met en garde le lecteur : « Ne demandons pas à la presse africaine plus que ce que l'Afrique a à offrir... » Quiconque souhaite en effet comprendre les problèmes de la presse africaine doit se poser la seule question qui vaille : « Pourquoi au juste cette presse est-elle ce qu'elle est ? » L'originalité de l'étude tient assurément à l'approche retenue, qui (re)place les femmes et les hommes de presse au cœur de l'explication. Connaître ces journalistes, le milieu sociologique dans lequel ils évoluent, les difficultés auxquelles ils se heurtent quotidiennement, le socle de croyances dont ils se réclament permet in fine de mieux « comprendre la partition aujourd'hui suivie par la presse ».
- 3 La richesse de l'ouvrage réside par ailleurs dans la tentative de rendre compte d'un mouvement d'ensemble, lequel a touché la totalité des pays francophones et au-delà, tout en s'attachant à dérouler au niveau national et parfois local les fils de cette histoire récente. Les exemples fourmillent qui plongent le lecteur dans les méandres du combat politique et civique des hommes et des femmes en faveur de la liberté d'expression et donc de la conquête de la liberté de la presse – si souvent décrite comme la pierre angulaire de toute démocratie en Afrique comme ailleurs. Le combat pour cette liberté, faut-il le rappeler, a bien souvent sonné le glas des régimes de parti unique. De là une considération sociale et politique particulière pour les journaux et les journalistes, qui ont été aux avant-postes de la lutte contre l'arbitraire. De là aussi cette ambiguïté partagée, de Bamako à Tananarive, en passant par Dakar et Kinshasa, que cette liberté d'expression conquise ne saurait souffrir de limites autres que celles que veut bien reconnaître la communauté des « journalistes »... Il faut sans doute y voir l'explication de l'affirmation, sur le continent, d'un journalisme de revendication, de dénonciation et d'opposition, pour le meilleur mais bien souvent aussi, hélas, pour le pire. On touche là du doigt l'une des tares de la profession, si tant est que l'on puisse véritablement parler d'une profession constituée. Les journalistes formés, ayant suivi un cursus à part entière, ne sont pas légion – le Sénégal faisant ici figure d'heureuse exception. On voit encore trop souvent s'improviser journalistes des hommes ou des femmes ne connaissant ni le b.a.-ba des techniques de collecte et de traitement de l'information, ni ne respectant la sacrosainte séparation des faits et des commentaires ou ignorant, voire bafouant, les règles déontologiques les plus élémentaires. C'est là sans conteste que réside le principal défi que devront relever collectivement les acteurs du secteur : encourager – pourquoi pas à un niveau régional ? – le développement de nouvelles filières d'apprentissage et de formation. C'est presque un cri que lance l'auteur à ce propos : « Il faut le dire avec force, de crainte de n'être assez entendu : il est de l'intérêt des États africains de créer ou soutenir des écoles de formation des journalistes. » Paradoxalement, si la presse africaine jouit aujourd'hui d'un degré de liberté sans commune mesure avec la période antérieure (et notamment sous la colonisation), ce mouvement s'est accompagné d'une perte de professionnalisation avec le développement du secteur privé. À l'inflation des médias n'a pas correspondu, c'est même le contraire, d'offre accrue de main-d'œuvre formée... Trop souvent, on a dû se contenter de ceux qui se présentaient, sans plus. La situation actuelle ne constitue cependant pas une fatalité, les journalistes et les pouvoirs publics africains doivent y répondre : la connaissance de l'histoire de leurs médias doit les aider à formuler une politique de communication et d'information consciente des difficultés présentes pour mieux répondre aux défis de demain. Telle pourrait être la leçon à retenir du *Temps des journalistes*.